

# NOTE DE SERVICE

N° 98-142-M31 du 27 octobre 1998

NOR : BUD R 98 00142 N

Texte publié au BOCP

## NOTIFICATION D'UNE LETTRE DÉPERSONNALISÉE

### ANALYSE

Indemnités perçues par les administrateurs des offices d'H.L.M.

Date d'application : 27/10/1998

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; OFFICE D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ;  
ADMINISTRATEUR ; INDEMNITÉ ; TAUX

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	RF	T									

### DIFFUSION

GT 119

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D2*

**DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE**  
**BUREAU D2**  
139, rue de Bercy  
TÉLÉDOC : **685**  
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 23/09/1998

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

N° : **611761**

À

Affaire suivie par : Mlle SIBOTTIER

**OBJET** : Indemnités perçues par les administrateurs des offices d'HLM.

**RÉFÉRENCE** : Votre lettre n°                      du                      .

Par courrier visé en référence, vous m'avez demandé mon avis sur le versement des indemnités forfaitaires de déplacement aux administrateurs des offices d'HLM.

Conformément à l'interprétation faite par le ministère de l'équipement, des transports et du logement, des textes relatifs aux indemnités des administrateurs, je vous confirme les éléments suivants :

Le code de la construction et de l'habitation (CCH) pose le principe de la gratuité du mandat des administrateurs des OPAC et des OPHLM (art. R421-14 et R421-56 du CCH). Toutefois, ces mêmes textes prévoient la possibilité pour le conseil d'administration de décider de l'allocation d'une indemnité forfaitaire aux administrateurs salariés, ainsi que le remboursement des frais de déplacement. Le montant maximum de cette indemnité ainsi que le calcul des frais de déplacement sont fixés par l'arrêté du 31 juillet 1985.

L'article premier de cet arrêté, modifié par l'arrêté du 28 avril 1998, fixe à 48,08F le taux horaire maximum dont peuvent bénéficier les administrateurs salariés pour compenser la perte de salaire qu'ils subissent du fait de leur absence pendant les heures de travail à l'occasion de leur participation aux réunions des conseils, du bureau ou des commissions de l'office.

S'agissant de cette indemnité, il convient de souligner qu'elle ne peut être versée qu'aux administrateurs salariés, sous réserve de la production d'une attestation de l'employeur justifiant du nombre d'heures perdues (article 2 de l'arrêté). Les fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités locales bénéficient des autorisations d'absence et ne peuvent donc pas prétendre à une telle indemnité.

L'article 3 de l'arrêté précité prévoit que les administrateurs « peuvent percevoir une somme de 246F à titre d'indemnité de déplacement lors de leur participation aux réunions des conseils du bureau ou des commissions ». Ce taux est fixé à 428F pour Paris et à 374F pour la province par l'arrêté du 15 novembre 1993 pris en application du décret du 10 août 1990.

Les administrateurs peuvent, de plus, bénéficier d'un remboursement des frais de transport qu'ils ont engagés pour se rendre de leur résidence à ces réunions. Le remboursement peut s'effectuer sur justificatif ou au taux de l'indemnité kilométrique fixé actuellement par l'arrêté du 15 novembre 1993.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse de l'indemnité compensatrice visée à l'article 1er, de l'indemnité forfaitaire de déplacement ou des frais de transport visés à l'article 3, ces indemnités et remboursements ne peuvent être versés qu'à l'occasion de la participation des administrateurs aux réunions des conseils, du bureau ou des commissions de l'office. Cette énumération étant limitative, aucune indemnité ne peut être versée en dehors des réunions précitées. Ainsi, des réunions de chantier, des réceptions de travaux, des séminaires ou autres journées conviviales ne peuvent pas donner lieu au versement de ces indemnités sur la base des articles du code de la construction et de l'arrêté du 31 juillet 1985 modifié.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où plusieurs réunions se tiendraient dans la même journée ou dans la même demi-journée, je vous précise que l'indemnité compensatrice pour perte de salaire doit être versée en fonction du temps passé dans la limite de huit heures par jour et que l'indemnité forfaitaire de déplacement est fixée à 428F pour Paris et 374F pour la province quel que soit le temps passé et quel que soit le nombre de réunions auxquelles assistent les administrateurs dans la journée.

Je vous précise que les termes de ce courrier ont été rédigés en accord avec le ministère de l'équipement, des transports et du logement, direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

JEAN-BAPTISTE GILLET